



CEEAC

ECCAS

La Commission

**Allocution de S.E.M Gilberto Da Piedade VERISSIMO
Président de la Commission de la
Communauté Economique des Etats de l'Afrique
Centrale (CEEAC)**

**TABLE RONDE SUR LE FINANCEMENT DES PROJETS
D'INFRASTRUCTURES (Transport, Energie, TIC) EN AFRIQUE
CENTRALE**

**BESOINS DE FINANCEMENTS ET
OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT EN
ZONE CEEAC**

Visioconférence, 17 novembre 2020

Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres des Etats membres de la CEEAC,

Excellence Monsieur le Ministre de la République du Congo en charge de l'Aménagement, de l'Equipement, des Grands Travaux, Président du Comité d'organisation de la Table Ronde des projets intégrateurs de la CEEAC,

Excellence Monsieur le Président de la Commission de la CEMAC, Monsieur le Directeur général de la Banque Africaine de Développement – Afrique Centrale,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers de la CEEAC,

Mesdames et Messieurs les Représentants des bailleurs de fonds,

Distingués Participants,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais à l'entame de mes propos me féliciter de l'initiative de la CEMAC d'organiser cette Table Ronde des bailleurs de fonds pour le financement des projets intégrateurs d'infrastructures en Afrique centrale, placée sous le Très Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'GUESSO, Président de la République du Congo et Président dédié au Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC (COFIL du PREF-CEMAC), et qui sera dans quelques jours Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC).

Cette Table ronde offre l'opportunité à la CEEAC de présenter les projets intégrateurs qui feront l'objet de la Table ronde de Brazzaville initialement prévue le 19/03/2020 à Brazzaville et reportée pour des raisons liées à la pandémie de la covid-19.

En prélude à cette table ronde qui sera reprogrammée en 2021, la CEEAC se propose de maintenir la sensibilisation, le plaidoyer non seulement pour les projets de ladite table ronde mais aussi les projets du secteur des TIC et ceux à maturité du secteur de l'Energie électrique dont l'exécution prévoit des tables rondes dès 2021.

A cet effet, je saisis cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude à la Banque Africaine de Développement, Chef de file des bailleurs de fonds pour son appui constant dans le développement des infrastructures dans notre région, le Cabinet de communication NBCOM pour n'avoir ménagé aucun effort dans l'organisation de ce webinaire de haut niveau sous le

thème « Besoin de financement et opportunités d'investissement en zone CEEAC », et qui nous permet de faire la promotion des différents projets de développement de la CEEAC en matière d'infrastructures.

Mes remerciements s'adressent également à vous tous, Partenaires Techniques et Financiers, Bailleurs de Fonds et Investisseurs privés qui avez répondu favorablement à cette invitation, témoignant ainsi de l'intérêt tout particulier que vous accordez à notre région.

Excellences Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Permettez-moi de vous présenter la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), qui a été créée en octobre 1983, compte actuellement 11 États membres (Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RD Congo, Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, Tchad) couvrant une superficie de 6 665 883 Km² avec une population estimée à 187 millions d'habitants. Le taux moyen de croissance de la population est de 4,5% et l'espérance de vie de 43 ans. Notre espace régional regorge d'un potentiel énergétique important, notamment l'hydroélectricité qui représente 58% du potentiel du continent africain, le solaire dont le flux permet d'installer soit des centrales solaires, soit des équipements solaires décentralisés de moindre importance. Sa biomasse constitue une source abondante d'énergie. Sa position charnière et stratégique au centre de l'Afrique (limitrophe de toutes les autres Communautés Economiques Régionales Africaines) est un atout pour en faire une zone privilégiée d'échanges commerciaux entre les régions du continent.

En outre, il y a lieu de souligner que la CEEAC renferme le 2^{ème} poumon écologique mondial (bassin du Congo) après l'Amazonie et regorge des ressources minières et minérales. C'est une zone souvent en proie aux situations de crises et de conflits ; et pour y pallier la CEEAC dispose d'un Conseil de Paix et de Sécurité avec un Mécanisme d'Alerte Rapide et une force en attente. Ces divers mécanismes sont en mesure de garantir la sécurisation des investissements.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, la CEEAC vient de franchir une étape importante dans le processus de sa réforme institutionnelle avec l'entrée en vigueur de son Traité révisé et la mise en place effective de la Commission.

La Communauté, dans ses nouvelles missions vise à **promouvoir le développement socio-économique harmonieux de la région, à travers un processus d'intégration des économies et des sociétés des États membres, la bonne gouvernance et le développement d'un environnement de paix, de sécurité et de stabilité durable afin que la**

région se démarque comme un espace commun pertinent dans les relations internationales et l'économie mondiale.

Dans le cadre de la réalisation de ces missions, la CEEAC organise le 27 novembre 2020 à Libreville (République Gabonaise), sa XVIIIème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en vue d'adopter entre autres son Plan Stratégique à Moyen Terme (2021-2025) qui s'articule autour de cinq (05) axes stratégiques parmi lesquels le développement des Infrastructures de Liaison Régionale.

L'axe stratégique de développement des Infrastructures de Liaison Régionale a pour objectif global d'**Assurer la connectivité dans la région par les infrastructures afin de garantir la libre circulation des personnes, des biens et des services dans le marché commun, en réduisant la durée des transports de marchandises et en rendant les produits de la sous région compétitifs dans la perspective de l'opérationnalisation de la zone de Libre Echange Continentale (ZLECAf).**

**Excellences Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

La réalisation des différentes actions prévues dans le développement des Infrastructures de Liaison Régionale, offre d'énormes opportunités d'investissements tant publics que privés. En même temps, elle exige des ressources financières internes pour servir d'apport aux financements reçus ou attendus des Bailleurs de Fonds internationaux.

Dans ce cadre, le mécanisme de financement communautaire dénommé « Contribution Communautaire d'Intégration (CCI) » mis en place par la CEEAC, peut contribuer à la constitution de la contrepartie de la Communauté. Cet effort interne pourrait être encouragé et soutenu par les bailleurs internationaux et le secteur privé que vous êtes, à travers le Partenariat Public-Privé (PPP) ou des blending (mixage prêts dons).

Eu égard à ce qui précède, la CEEAC voudrait présenter à votre aimable attention, **les quelques projets pour lesquelles l'appui des partenaires est attendu.**

Ainsi, dans **le domaine des transports**, on peut citer :

- Projet de construction et de mise à niveau de la route OUESSO-BANGUI-N'DJAMENA ;
- Projets d'aménagements fluviaux et portuaires sur le fleuve Congo et ses affluents OUBANGUI et SANGHA ;
- Projet de construction du pont ROUTE-RAIL entre les villes de Brazzaville et Kinshasa et prolongement de la voie ferrée Kinshasa-Ilebo ;

- Le projet de construction d'un pont sur le fleuve NTEM sur l'axe Kribi-Campo- Bata sur la route multinationale Yaoundé (Cameroun) –Bata (Guinée Equatoriale) et la facilitation du transport, du commerce et de sécurité routière Yaoundé (Cameroun) –BATA (Guinée Equatoriale) -Libreville (Gabon).

En ce qui concerne **le secteur des Télécommunications/TIC**, la CEEAC envisage :

- L'interconnexion directe d'au moins 10 Etats membres de la CEEAC au Câble sous-marin de l'Afrique Centrale (CSM-AC) ;
- L'interconnexion des capitales des pays membres de la CEEAC, entre elle, par au moins deux liaisons à Fibre optiques ;
- Développement des infrastructures sous-tendant l'économie numérique dans chaque Etat membre (Point d'Echange Internet, Centre de stockage des données, Infrastructures à Clés Publics et les Centres d'Alerte Rapide aux Attaques Cybernétiques) ;
- Mise en place d'un environnement favorable à l'attrait des investisseurs, à la confiance des utilisateurs et au déploiement des infrastructures de communications électroniques ;

S'agissant du **secteur de l'énergie**, pilier de tout développement, nous avons au portefeuille :

- Le projet d'interconnexion des réseaux électriques Haute Tension entre Inga (RDC) – Cabinda (Angola) – Pointe Noire (Congo) ;
- Le projet d'interconnexion Très Haute Tension entre le Gabon et le Congo ;
- Le projet d'aménagement des sites hydroélectriques de Booué & Tsengué-Lélédi de 711 MW, et des lignes d'interconnexion associées (Cameroun, Gabon, Congo, Guinée Equatoriale);
- L'aménagement des sites hydroélectriques du BAC et de LOTEMO sur la Lobaye en République Centrafricaine d'une capacité de 60 MW avec les lignes d'interconnexion vers la RDC et le Congo;
- Ainsi que divers projets d'électrification transfrontalière notamment : RCA - RDC, Congo –Gabon, Cameroun – Tchad, et Angola – RDC ;

**Excellences Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

En réitérant mes remerciements aux partenaires qui apportent leurs appuis multiformes au processus d'intégration en Afrique Centrale et contribuant ainsi en partie à l'accomplissement de ses diverses missions, je voudrais les rassurer qu'un retour sur l'investissement sera effectif et des dispositions seront prises pour garantir la sécurité de leurs investissements.

En réitérant que la sous région connaît un faible réseau d'infrastructures et un commerce intra-région estimé à 2% du total des flux de la région, la CEEAC compte sur les investissements dans les infrastructures pour assurer la diversification des économies et densifier les échanges commerciaux en vue d'assurer la croissance, le développement des Etats membres ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations. En effet, ces Projets d'Investissements Prioritaires visent non seulement le développement durable, le désenclavement, l'intégration mais une offre équitable des services sociaux de base dans l'espace CEEAC, tout en assurant la gestion durable des forêts du Bassin du Congo. L'Afrique Centrale mérite l'engagement des Partenaires Techniques et Financiers pour contribuer au financement de son développement économique et ses programmes de lutte contre la pauvreté. L'Afrique Centrale remercie les Partenaires Techniques et Financiers pour le chemin déjà parcouru ensemble et les remercie d'avance pour les nouvelles dispositions qu'elle appelle à ses vœux.

Sur ce, je voudrais lancer un appel renouvelé aux bailleurs de fonds et investisseurs privés, à participer à la mise en valeur de l'immense potentiel économique de l'Afrique Centrale, dans le cadre de partenariats, qui, je puis vous l'assurer, sera « gagnant-gagnant ».

Je vous remercie.